



FORM'ACTION

FEDERATION CGT DES SOCIETES D'ETUDES

263 rue de Paris - Case 421 - 93514 MONTREUIL CEDEX

Tél : 01 55 82 89 41 - Fax : 01 55 82 89 42 - Email : fsetud@cgt.fr - Site : <http://www.soc-etudes.cgt.fr>

MULTINATIONALES ET MONDIALISATION [Journée d'étude du 4 décembre 2013]

Intervenant : Jean-Claude JACQUIN - APEX

Les deux vecteurs importants de la mondialisation étant les firmes multinationales et les systèmes financiers internationaux, il nous a paru intéressant de traiter du premier vecteur pour mieux appréhender dans un deuxième temps le système financier, notamment lors d'une prochaine journée d'étude. Nous nous situons d'emblée sur le terrain de la mondialisation et non de la globalisation chère aux « *économistes* » libéraux. Cela leur permet en fait de faire l'impasse sur les firmes multinationales. Il s'agit pour ceux-ci, à partir d'une lecture de D. Ricardo et d'une interprétation de sa loi sur les coûts comparatifs, d'appréhender l'économie mondiale comme un vaste marché de libre échange ou tous seraient gagnants.

Pourtant la réalité est tout autre. Et dans ce cadre, les multinationales jouent un rôle prépondérant du point de vue du procès de production, des nouvelles formes d'organisation du travail, et enfin d'un nouveau procès de travail. Le but de cette nouvelle organisation productive est de faire des « *entreprises* » uniquement des « *centres de coût* ». C'est donc à partir de ces constats que va être rapidement analysé le rôle des multinationales aujourd'hui afin, non seulement de comprendre encore un peu mieux le développement du capitalisme, mais aussi d'examiner les conditions nouvelles de construction de rapport de force. C'est bien entendu ce dernier point qui devra faire débat dans nos organisations syndicales, tant du point de vue des moyens à mettre en œuvre que de celui de notre conception même du syndicalisme. Cela doit devenir un élément important de notre stratégie syndicale si l'on veut peser concrètement sur les orientations de ces multinationales et combattre la mondialisation capitaliste. Passer à côté, c'est-à-dire rester dans le carcan de l'état nation, de plus en plus affaibli, aurait sans nul doute pour conséquence, un affaiblissement de notre syndicalisme.

L'objet de cette journée d'étude, qui était de pouvoir faire appréhender pour chacune et chacun des « *réalités supranationales* », doit se décliner dans les syndicats en terme de syndicalisation et de recherches de convergences avec les syndicats européens, nord-américains, asiatiques, maghrébins,...c'est certainement, au regard de la typologie de nos entreprises, une des tâches fondamentales pour les prochaines années.

Position du problème

Chaque année, au mois de décembre, nous faisons un point sur la situation économique au regard de la crise qui secoue le système capitalisme. C'est dans ce cadre qu'il nous est apparu approprié de traiter du thème des multinationales et de la mondialisation, thème qui aide à appréhender sous un nouvel angle, la dynamique de ce système.

Textes de référence

- **Diaporama APEX : Multinationales et mondialisations.**
- **M. Husson : 10 leçons sur le capitalisme.**
- **C. Palloix : formes multinationales et mondialisation.**
- **C.A. Michalet : Qu'est-ce que la mondialisation ?**

RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL ?

La mondialisation des marchés n'est pas nouvelle. D'ailleurs, on trouve les premières formes de la multinationale moderne dans les pays précurseurs du capitalisme. Il en est de la Compagnie des Indes Orientales créée en 1602 au Pays Bas. Certes, ce n'était pas une entreprise industrielle mais commerciale. Mais elle associait plusieurs actionnaires capitalistes dans une structure proche de la société anonyme actuelle. Toutefois, à cette époque, les entreprises étaient familiales. Cette émergence de ce nouveau type d'entreprise a eu lieu dans ce que nous appellerons une première phase, celle dite d'économie marchande, qui couvre en Europe la période du 15^{ème} jusqu'à la première moitié du 19^{ème} siècle.

La deuxième phase de la mondialisation couvre la deuxième moitié du 19^{ème} siècle jusqu'aux années 1970-80. La révolution industrielle d'une part et la division internationale du Travail vont permettre qu'un nouveau stade de capitalisme apparaisse, celui de l'impérialisme, notamment à partir de 1880.

La troisième phase de la mondialisation est celle de la mondialisation financière ou les formes multinationales dominent les états nations largement affaiblis. Cette troisième phase court depuis les années 1970-80 et s'exacerbe en ce début de 21^{ème} siècle. La mondialisation connaît à la fois un changement d'échelle et un changement structurel. Ainsi, si le tournant du 21^{ème} siècle a été fondamental dans le fonctionnement du système capitaliste, celui du 21^{ème} siècle l'est tout autant. Notons enfin que la montée d'une nouvelle phase n'élimine en aucun cas le contenu de la phase précédente. Il y'a un simple jeu dialectique ou les fondements « *marchands* » de l'économie monde restent au cœur de la mondialisation avec exacerbation de la mondialisation financière articulée à la mondialisation industrielle et de services.



LES FACTEURS TRADITIONNELS D'EXPLICATION

On trouve essentiellement deux facteurs d'explications traditionnels de la mondialisation de la part des tenants du libéralisme économique. Le premier facteur, traditionnellement pointé, voire stigmatisé est le facteur politique. Il articule :

- Dérèglementation et libre échange, c'est-à-dire libre circulation des biens et capitaux, concurrence libre et « *non faussée* » ;
- Formation de grands ensembles de libre échange, comme l'Union Européenne et de mise en concurrence des « *facteurs* » comme les salaires, le droit social, la fiscalité...

D'où l'idée qu'une simple démarche politique inversée suffit à changer la donne. Idéologie « *Montebourgiennne* » s'il en est.

Le deuxième facteur tourne autour de l'exigence de la finance caractérisée par :

- La circulation planétaire du capital,
- Sa dématérialisation accélérée par l'informatique,
- L'absence de cloisonnements nationaux des marchés financiers et spéculatifs.

D'où la dénonciation de la finance comme simple tumeur sur le système capitaliste. François Hollande n'hésite d'ailleurs pas à déclarer : « *Mon adversaire, c'est la finance* ». Pour d'autres, la mondialisation est perçue comme simple « *financiarisation* » du monde. Le capitalisme serait alors détourné de sa marche « *vertueuse* » des « *30 glorieuses* ».

Aussi, ceux qui d'une manière ou d'une autre nous expliquent qu'il faut se battre pour un retour à cette période fourvoie tout simplement le « *mouvement ouvrier* ».

En effet, la mondialisation, y compris dans sa dynamique, est inhérente au fonctionnement du capitalisme. C'est un besoin impérieux du capitalisme industriel et des grandes firmes.

Après la crise des années 70, il fallait aller chercher « *plus loin* », « *ailleurs* », « *autrement* »... la croissance et le rétablissement du taux de profit.

De ce point de vue, le développement du capitalisme en Chine, en Russie et en Europe Centrale, a constitué un énorme appel d'air. En même temps, la production marchande s'est faite de plus en plus gourmande en capitaux et donc... en prise de risque.

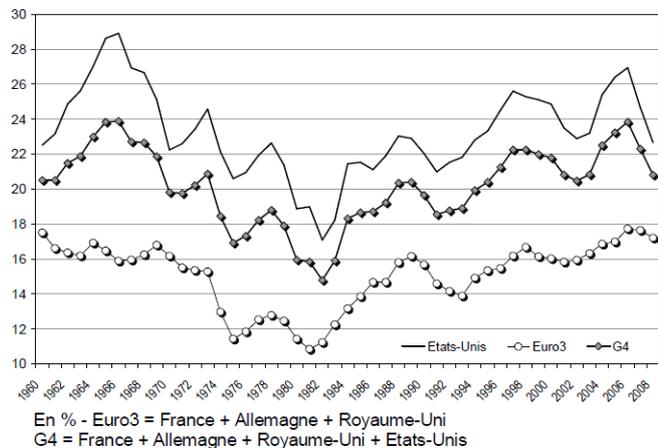
A ce besoin impérieux, s'ajoute la tendance structurelle du capitalisme à la concentration et au besoin d'économiser du capital et l'opportunité que constituent les nouvelles technologies. A savoir, l'informatique/Internet d'une part et le développement des containers qui a permis la massification des flux physiques, par conséquent l'abaissement des coûts de transport.

D'où le fait que de plus en plus de biens s'échangent sur la base d'une comparaison mondiale de leur prix de revient.

EXPLICATIONS

Du point de vue des profits, les années 70 constituent la fin d'un modèle pour l'ensemble des pays capitalistes. C'est d'ailleurs à ce moment-là, qu'un nouvel ordre mondial sera à l'ordre du jour. Mais il faudra attendre le début des années 80 pour que les bases de celui-ci prennent naissance.

Le taux de profit dans les principaux pays capitalistes 1960-2008

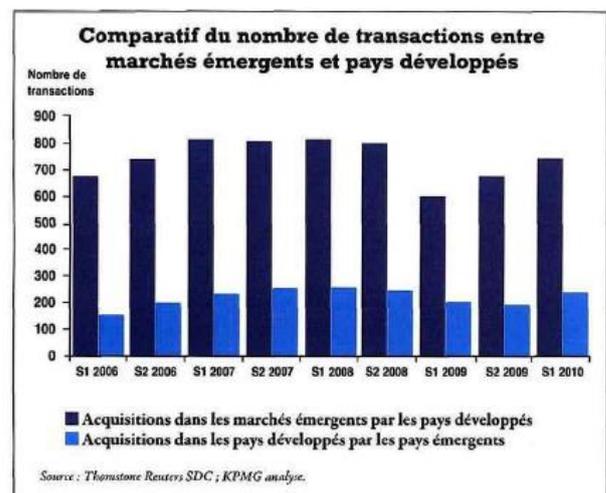
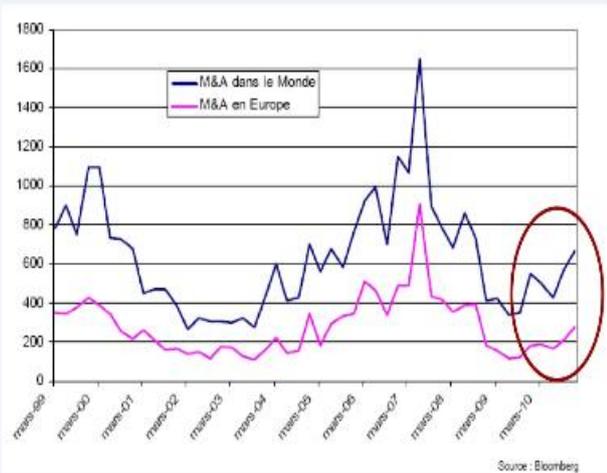


Il y a de plus en plus de valeur-travail dans la production. D'où de plus en plus de :

- Financement ;
- Risques industriels et commerciaux ;
- Besoins de couvrir ces coûts en vendant sur un périmètre mondial.

Cela nécessite à la fois, la recherche d'un marché mondial ouvert, d'alliances, de fusions et de partenariats.

On assiste donc à une concentration de la propriété du capital. Et il n'y a aucune raison que ce mouvement permanent du capital ne se fasse qu'entre sociétés « nationales », ce qui entraîne un mouvement vers plus de « globalisation ».



Dans leur logique du tout profit, le patronat de voit obliger d'économiser du capital. Il leur faut arbitrer entre les capitaux propres et les dettes pour sortir un même résultat opérationnel. C'est l'effet de levier. De même, il se doit de limiter les immobilisations, notamment industrielle hautement capitalistiques. Son objectif est de sous-traiter au maximum ce qui nécessite un important volume d'immobilisation. Le fameux fantasme du groupe « *sans usine* ».



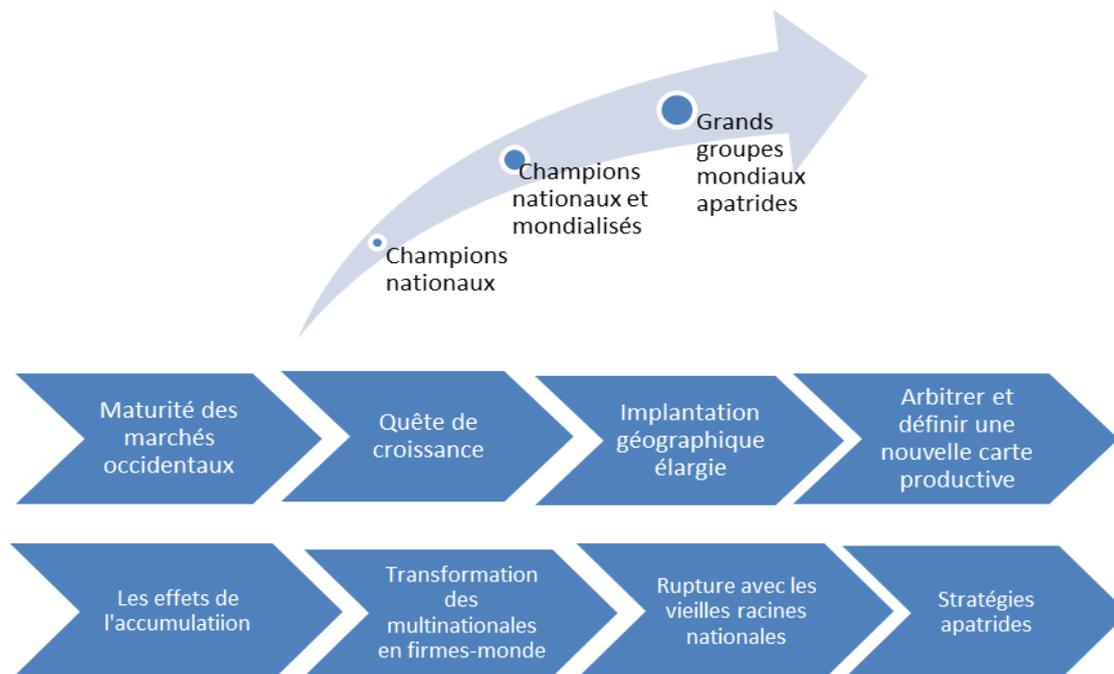
D'où :

- Le besoin de trouver des synergies et des économies d'échelle dans un périmètre de plus en plus large ;
- Le besoin de s'associer pour partager tant le risque que le financement.

Ce processus a pour conséquence une complexité des structures qui se caractérise par :

- Une baisse du nombre de conglomérats multi-activités,
- Une segmentation des organigrammes,
- Le recentrage sur le métier,
- Une forte centralisation financière et une plus grande dispersion productive.

Et ce avec une seule idée, se consolider en France et croître à l'internationale.



Exemple : Google, Windows, twitter et ... le cloud

- Stockages de données dans des « formes » informatiques réparties dans le monde ;
- Logiciels partagés. Des centaines d'applications disponibles. Des assemblages sur mesure à la demande sous 24 ou 48 heures ;
- Forte économie d'échelle. On parle de 90% de réduction des coûts énergétiques ;
- Clients : contribution à l'amélioration de l'offre générale. Réduction des investissements et transferts des charges opérationnelles.

L'entreprise est devenu ainsi un mille-feuille d'actifs qui conjugue une instabilité des périmètres juridiques et opérationnels, une plus grande fréquence des cessions acquisitions d'activités et une dispersion plus grande des salariés, de leurs statuts et de leurs marchés.

Ce changement de paradigme au sein du système capitaliste pose des problèmes de stratégies syndicales et d'horizon revendicatif.